



Délégation Provence et Corse

Acheteur : C.N.R.S.

Délégation Provence et Corse
31 chemin Joseph Aiguier
CS 70071
13402 Marseille cedex 09

Pour le compte du : Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM) – UMR7346

163, avenue de Luminy
Case 902
13288 Marseille cedex 09

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

N° CNRS/2024/015 du 17/10/2024

Fourniture d'une enceinte sous-marine du MANIFOLD et de sa connectique électrique et optique dans le cadre du projet NEUMED pour le compte du Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM) - UMR7346 du CNRS.

*Les fournitures de ce marché sont financées dans le cadre du CPER (Contrat de Plan Etat-Région)
NEUMED 2021-2027*

Accord-cadre passé en application du Code des marchés publics (CCP) et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS).

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – LIVRAISON - OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION – CLAUSES DE REEXAMEN – DEVELOPPEMENT DURABLE.	4
4.1 Prise d'effet - Durée d'exécution	4
4.2 Livraison	4
4.3 Opérations de vérification, admission et modalités de mise en place de l'accord- cadre	5
4.4 Clauses de réexamen	5
4.5 Développement durable	6
ARTICLE 5. PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5.1 Contenu des prix.....	6
5.2 Etablissement des prix.....	6
5.3 Prix de règlement :	6
ARTICLE 6. PENALITES DE RETARD	7
ARTICLE 7. GARANTIES - DOCUMENTATION	8
7.1 Garantie :	8
7.2 Documentation :	9
ARTICLE 8. AVANCE.....	9
ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT	9
9.1 Règlement.....	9
9.2 Paiement	9
9.3 Règlement et Intérêts moratoires	11
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT	11
ARTICLE 11. CLAUSES PARTICULIERES.....	11
ARTICLE 12. OBLIGATIONS	11
ARTICLE 13. RESILIATION	12
ARTICLE 14. CESSION – NANTISSEMENT	12
ARTICLE 15. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE / REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	13
ARTICLE 16. LITIGES.....	14
ARTICLE 17. STIPULATION PARTICULIERE	15
ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'une enceinte sous-marine du MANIFOLD et de sa connectique électrique et optique utilisée sur les lignes de détection du détecteur sous-marin KM3NeT ORCA dans le cadre du projet NEUMED, pour le compte du Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM) - UMR7346 du CNRS.

Il est alloué de la manière suivante :

- **Lot 1** : Pénétrateur MEOC 2
- **Lot 2** : Enceinte de répartition
- **Lot 3** : Ensemble connectiques électriques Manifold et Nœuds
- **Lot 4** : Ensemble connectiques optiques Manifold et Nœuds

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS/2024/015 du 15/07/2024 définit les conditions et les modalités d'exécution des prestations.

Les spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS/2024/015 du 15/07/2024.

ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon une **procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert**, en application des dispositions des articles L2124-1, R2124-1 et L2124-2, R2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Le marché est alloué en application des dispositions des articles L2113-1, L2113-10 et R2113-1 du CCP.

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire** en application des dispositions des articles R2162-2, R2162-4, R2162-5 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique (CCP), dont le seuil maximum s'élève à 1 800 000,00 € HT sur toute la durée totale de l'accord-cadre et décomposé comme suit :

- Lot 1 : montant maximum 250 000€ HT
- Lot 2 : montant maximum 250 000€ HT
- Lot 3 : montant maximum 500 000€ HT
- Lot 4 : montant maximum 800 000€ HT

Il s'exécute de la manière suivante :

- Les prestations forfaitaires seront exécutées par l'émission d'un bon de commande en mentionnant le lot concerné pour chacun des quatre (4) lots,
- Concernant les prestations à la demande, des bons de commandes seront émis au fur et à mesure de la survenance du besoin sur la base des BPU des lots 3 (article 3.3.4 du CCTP) et 4 (article 3.4.4 du CCTP).

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont définis ci-dessous par ordre de priorité décroissante conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S :

- 1°) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières,
- 2°) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS/2024/015 du 15/07/2024,
- 3°) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS/2024/015 du 15/07/2024,
- 4°) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 01 avril 2021 dans sa version applicable au jour de la publication du présent marché. Il est consultable à l'adresse suivante : NOR : ECOM2106868A disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>,
- 5°) L'offre technique du titulaire,
- 6°) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou dans une documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – LIVRAISON - OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION – CLAUSES DE REEXAMEN – DEVELOPPEMENT DURABLE

4.1 Prise d'effet - Durée d'exécution

L'accord-cadre prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire pour une période de 48 mois fermes.

La durée d'exécution comprend la livraison, l'installation, la mise en service, les vérifications et l'admission définitive.

La durée est indiquée à l'article B5 de l'acte d'engagement **par les candidats** et à titre indicatif, une durée « optimale » d'exécution est décrite ci-dessous.

4.2 Livraison

La durée optimale de la livraison de l'accord-cadre est **de dix (10) mois** à compter de la date de notification pour chacun des quatre (4) lots.

En tout état de cause, la durée de la livraison ne devra pas excéder 18 mois pour chacun des quatre (4) lots.

Le délai optimal pour fournir l'ensemble des livrables sera pris en compte lors de l'analyse des offres.

Le transport et la livraison du matériel sont effectués dans les conditions prévues aux articles 20 et 21 du CCAG/FCS.

Le transport et les éventuels frais associés est à la charge du titulaire qui en assume les risques jusqu'au lieu de livraison.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Toute dégradation imputable à une mauvaise manipulation non liée au laboratoire sera facturée au prestataire identifié comme étant responsable des dommages subis.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre de l'accord-cadre doivent être libellées en français (cf. loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996).

L'emballage est sous la responsabilité du fournisseur. Il doit garantir une protection maximale aux risques liés aux opérations de transport et de stockage.

Les fournitures objets du présent marché doivent répondre aux exigences de conformité réglementaire de l'Union Européenne et doivent faire l'objet d'un marquage « CE ».

L'équipement sera livré à l'adresse suivante :

Laboratoire Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM) - UMR7346
A l'attention de M. Alain COSQUER
163 avenue de Luminy
Case 902
13288 Marseille Cedex 9

- *Il est demandé au titulaire de prendre rendez-vous pour la livraison en respectant un préavis d'au moins deux semaines.*
- *Aucune livraison ne pourra se faire en dehors de ces conditions*

4.3 Opérations de vérification, admission et modalités de mise en place de l'accord-cadre

4.3.1 Opérations de vérification et d'admission

Les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'équipement.

Le titulaire réalise, en amont, en usine les tests de mise en service nécessaires pour un bon fonctionnement de l'équipement (se référer à l'article 7 « Recette usine » du CCTP).

Des tests sur les équipements lors de leur arrivée au laboratoire CPPM devront être réalisés.

Les opérations de vérification seront effectuées par la Personne Responsable du marché ou une personne habilitée, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai qui lui est imparti pour procéder aux vérifications d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) en laboratoire est de **trente 30 jours maximums** à compter de la mise en service.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives s'effectueront en une étape et donneront lieu à un procès-verbal d'admission définitive de la part du CNRS – CPPM, nécessaire pour le paiement de l'accord-cadre.

4.3.2 modalités de mise en place de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à nommer un chargé d'affaires unique en liaison avec le CPPM.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre indique la personne en charge du suivi de son exécution. Le CPPM communique en retour le correspondant en charge de le représenter.

La première réunion de suivi est organisée d'un commun accord au plus tard deux semaines après la notification du bon de commande. Le planning prévisionnel est établi lors de cette réunion. Ce planning est confirmé ou actualisé à chaque étape et doit obtenir l'accord du CPPM en cas de changement éventuel.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre d'organiser (périodicité, convocation, ordre du jour, déroulement, compte rendu) les réunions de définition, les réunions d'avancement, les revues de points clefs. Le CPPM se réserve le droit de provoquer des réunions complémentaires.

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de la coordination et de la maîtrise des résultats de ses activités pour arriver à obtenir les performances requises.

Toute information qu'une partie estime suffisamment significative pour devoir être portée à la connaissance de l'autre partie s'effectue par écrit (mail ou courrier avec accusé de réception).

4.4 Clauses de réexamen

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

4.4.1 - Modification de l'accord-cadre en cas de circonstances imprévues

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4 sont applicables.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG/FCS.

4.4.2 – Cession de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le Titulaire de l'accord-cadre initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau Titulaire.

La cession ne devra pas être de nature à :

- remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire,
- modifier substantiellement l'économie du marché.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du Pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

4.5 Développement durable

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du Bénéficiaire.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre de l'accord-cadre, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

ARTICLE 5. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre, hors taxes, incluent tous les frais afférents à la réalisation et à la fourniture de l'équipement, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, aux éventuels frais et droits de douanes, au transport jusqu'au lieu de livraison défini à l'article 4.2, et les assurances.

Ces prix sont établis en considérant que le fournisseur est réputé connaître tous les éléments locaux en relation avec la livraison. En tout état de cause, il en fera son affaire personnelle et il ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait.

5.2 Etablissement des prix

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix ; le taux de T.V.A. qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de la livraison.

5.3 Prix de règlement :

Le prix de l'accord-cadre est un prix global et forfaitaire pour chacun des quatre lots.

Le prix est ferme pour toute la durée de l'accord-cadre pour chacun des quatre lots.

CCAP N° CNRS/2024/015 Enceinte sous-marine et sa connectique – CPPM UMR7346

En ce qui concerne le bordereau de prix unitaires (BPU) relatif aux lots 3 et 4, le prix est unitaire. Les prix sont fermes durant la première année, puis le prix du BPU de l'accord-cadre est un prix révisable.

Les prix sont ajustables une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre en fonction de l'évolution du tarif public initial du titulaire.

Il devra être transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois avant sa date de mise en application.

Au moyen de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0,125 + \left(0,50 \frac{ICHTIME}{ICHTIME_0} \right) + \left(0,375 \frac{CPF\ 25.62}{CPF\ 25.62\ 0} \right) \right)$$

Dans laquelle la signification des paramètres est la suivante :

P : Prix révisé

P₀ : Prix de base marché mois M₀

ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (Identifiant 001565183), dernier indice connu à la date anniversaire du marché.

ICHT-IME₀ : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (Identifiant 001565183), correspondant au mois M₀ du marché

CPF 25.62 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Usinage (Séries 010763909), dernier indice connu à la date anniversaire du marché.

CPF 25.620 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Usinage (Séries 010763909), correspondant au mois M₀ du marché.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Le CNRS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité ni préavis si l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 3%.

Les prix sont fixés en euro.

Les prix définis, ci-dessus, comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre et au respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

ARTICLE 6. PENALITES DE RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 14.1. du CCAG/FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.3, il ne sera pas fait application de l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

CCAP N° CNRS/2024/015 Enceinte sous-marine et sa connectique – CPPM UMR7346

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Lorsque le retard est imputable à l'Administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

En application de l'article 13.3 « Prolongation du délai d'exécution » du CCAG/FCS., le titulaire pourra éventuellement bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution si une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans un délai contractuel. Cette demande justifiée par le titulaire ne pourra être prononcée que par le pouvoir adjudicateur délégué après avis du directeur du laboratoire CNRS – Institut de Microbiologie de la Méditerranée ou son représentant habilité.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire se verra exonérer de pénalités de retard et le marché sera prolongé d'autant. Le titulaire apportera tous les justificatifs permettant d'attester que les conditions citées ci-dessus sont avérées. Dans le cas de la conclusion d'un contrat de maintenance, avec le candidat retenu par le pouvoir adjudicateur, les dispositions de l'article 14.2 du CCAG/FCS. s'appliqueraient de plein droit.

ARTICLE 7. GARANTIES - DOCUMENTATION

7.1 Garantie :

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un deux ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission ou en l'absence de décision, à compter de la date de mise en service augmentée du nombre de jour maximal relatif aux opérations de vérifications conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent CCAP.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Sauf dol ou faute lourde, la responsabilité du titulaire au titre de l'accord-cadre et ce pour quelque cause que ce soit sera en tous cas plafonnée au montant du prix du produit ou matériel objet du dommage et à maxima à cent pourcent (100%) du montant de l'accord-cadre versé sur les douze mois précédent le dommage. En aucun cas, le titulaire ne saurait être responsable des dommages indirects et/ou immatériels consécutifs ou non.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

7.2 Documentation :

Une documentation technique complète (se référer à l'article 5 du CCTP), détaillée en tous points devra être fournie au plus tard à la date de mise en service du matériel. Elle devra être rédigée en langue Française et éventuellement en langue Anglaise. Une version électronique sera remise sur support physique électronique.

ARTICLE 8. AVANCE

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement et conformément aux articles R2191-3 à R2191-7, R2191- 10, R2192-12, R2191-16 et R2191-19 du Code de la commande publique une avance de 30 % pour chacun des quatre lots du montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sera versée sauf en cas de renonciation du titulaire.

Le remboursement de l'avance versée à la notification de l'accord-cadre sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du montant minimum dans le cas d'un accord-cadre à bons de commandes comportant un montant minimum fixé en valeur.

L'Option B mentionnée à l'article B.11.1. du CCAG/FCS est l'option retenue par le CNRS dans le cadre de ce marché, comme suit :

« Lorsqu'en application du Code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique pour les marchés ou à l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers de l'accord-cadre.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique ».

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Règlement

Le versement de l'avance interviendra dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCAP.

Le solde de l'accord-cadre (avec récupération de l'avance versée, le cas échéant) sera réglé à l'admission définitive de l'équipement, sur présentation de la facture.

Un procès-verbal d'admission définitive sera établi et visé par le directeur du laboratoire ou son représentant habilité et dûment validé par le pouvoir adjudicateur.

9.2 Paiement

Le paiement par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'acte d'engagement, sera effectué « après service fait ».

Ce paiement interviendra sur présentation d'une facture originale et adressée à :

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence du présent marché,
- le numéro du bon de commande
- les nom et adresse du destinataire des fournitures,
- la désignation des fournitures livrées,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR 40180089013),
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union Européenne),
- le numéro de SIRET du titulaire,
- L'adresse de facturation.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet. Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5 et D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- **CNRS (SIRET n°18008901303720) ;**
- **Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR7346);**
- **Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (Exemple : 0887L012345) ;**
- **Le numéro de l'accord-cadre (Transmis au moment de la notification de l'accord-cadre).**

9.3 Règlement et Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Déléguee régionale pour la Circonscription Provence et Corse du CNRS - 31 Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 - 13402 Marseille cedex 09.

Le Comptable chargé du paiement est l'agent Comptable Secondaire de la Délégation Provence et Corse du CNRS - 31 Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 - 13402 Marseille cedex 09.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Déléguee régionale pour la Délégation Provence et Corse du CNRS.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT

Sans objet.

ARTICLE 11. CLAUSES PARTICULIERES

Le présent marché ne pourra faire l'objet de cession partielle par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, il doit produire à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations ou la livraison.

Il en va de même pour toutes les imprécisions ou ambiguïtés qu'il relèverait dans le CCAP et/ou le CCTP.

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG/FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du titulaire pourraient avoir accès, en particulier en cas d'exécution des prestations dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 13. RESILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le Titulaire dans les locaux, deviennent propriété de l'émetteur du bon de commande.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

- Résiliation pour faute du titulaire :

En plus des cas prévus par l'article 41 du CCAG/FCS, le marché pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **mail avec AR**. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a **15 jours pour présenter ses observations**, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si l'administration constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner : En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique relative aux marchés publics, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution de l'accord-cadre public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation

ARTICLE 14. CESSIION – NANTISSEMENT

Lors de la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande une copie de l'original de marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant de l'accord-cadre.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés, conformément à l'article R2191-60 du Code de la commande publique est la Déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse.

Conformément à l'article R2191-62 du Code de la commande publique, le comptable communique aux bénéficiaires du nantissement ou de la cession de créances, lorsqu'ils en font la demande, un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire de l'accord-cadre qu'il a reçues.

ARTICLE 15. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE / REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

A. Confidentialité :

Conformément aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG/FCS, tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques et financières qu'il aurait été amené à connaître concernant le CNRS, ainsi que les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties de l'accord-cadre.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

B. Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) :

B1) Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues

B2) Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Par conséquent, le titulaire s'engage à remettre au CNRS l'ensemble des données clients traitées (matrices, fiches contacts...) tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de la période contractuelle, le titulaire doit avoir transmis l'ensemble des informations clients traitées.

ARTICLE 16. LITIGES

- Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées aux articles R2197-1, et R2197-15 du Code de la commande publique.

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

- Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

Le CNRS et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 17. STIPULATION PARTICULIERE

Toute modification au CCAP, au CCTP ou à l'acte d'engagement est nulle et non avenue.

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG/FCS :	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé :
- Article 4.3.1 - Opérations de vérification et d'admission	- Article 28.2
- Article 6 – Pénalités de retard	- Article 14.1.2 et Article 14.1.3